

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2007/03218]

Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus
Impôts sur les revenus. — Avis aux sociétés

Les titres-repas qui sont délivrés aux dirigeants d'entreprises indépendants par l'entreprise où ils exercent leur activité en tant que tels sont, à partir du 1^{er} janvier 2007, considérés comme des avantages sociaux exonérés, conformément à l'article 38, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 11^o du Code des impôts sur les revenus 1992, pour autant que toutes les conditions reprises ci-après soient **simultanément** respectées.

1. L'octroi de titres-repas aux dirigeants d'entreprises indépendants est subordonné à l'octroi de titres-repas aux travailleurs de l'entreprise, prévu par une convention collective de travail conclue au sein du secteur ou de l'entreprise. Si une telle convention ne peut être conclue à défaut de délégation syndicale ou lorsqu'il s'agit d'une catégorie de personnel qui habituellement n'est pas visée par une telle convention, l'octroi peut être régi par une convention individuelle.

2. L'octroi de titres-repas aux dirigeants d'entreprise indépendants doit être régi par une convention individuelle écrite et le montant du titres-repas ne peut être supérieur à celui octroyé par convention collective de travail dans la même entreprise qui prévoit la valeur faciale du titre-repas la plus élevée.

3. Le nombre de titres-repas octroyés doit être égal au nombre de journées au cours desquelles le dirigeant d'entreprise indépendant a effectivement fourni des prestations de travail. Le nombre maximal de journées de prestations comptabilisées pour l'octroi de titres-repas ne pourra être supérieur au nombre maximal de jours pouvant être prestés au cours du trimestre par un travailleur occupé à temps plein dans l'entreprise.

Ce mode de calcul doit être prévu par convention collective de travail, ou, pour les entreprises qui n'ont pas institué de conseil d'entreprise ni de comité pour la prévention et la protection du travail ni de délégation syndicale, dans le règlement de travail.

Les titres-repas doivent être délivrés chaque mois, en une ou plusieurs fois, en fonction du nombre prévisible de journées du mois au cours desquelles des prestations de travail seront effectuées par le dirigeant d'entreprise indépendant ; au plus tard le dernier jour du premier mois qui suit le trimestre, le nombre de titres-repas doit être mis en concordance avec le nombre de journées au cours desquelles des prestations de travail auront été fournies durant ce trimestre, comme précisé à l'alinéa précédent.

Les titres-repas qui excèdent le nombre maximal de journées de prestations sont considérés comme rémunération.

4. Le titre-repas est délivré au nom du dirigeant d'entreprise indépendant ; cette condition est censée être remplie si son octroi et les données y relatives (nombre de titres-repas, montant brut des titres-repas diminué de la part personnelle du dirigeant d'entreprise indépendant) figurent sur un document écrit reprenant notamment l'identité complète du dirigeant d'entreprise indépendant ainsi que de l'entreprise au sein de laquelle il exerce ses activités. Ledit document devra être conservé avec les documents comptables et fera partie intégrante de ceux-ci.

Tous les titres-repas octroyés sans que cette condition soit remplie sont considérés comme rémunération.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2007/03218]

Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit
Inkomstenbelastingen. — Bericht aan de vennootschappen

Maaltijdcheques die worden uitgereikt aan zelfstandige bedrijfsleiders door de onderneming waar zij hun activiteit als dusdanig uitoefenen, worden, vanaf 1 januari 2007, overeenkomstig artikel 38, §1, 1^{ste} lid, 11^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 als vrijgestelde sociale voordelen aangemerkt, voor zover zij **tezelfdertijd** aan alle volgende voorwaarden voldoen.

1. De toekenning van maaltijdcheques aan zelfstandige bedrijfsleiders is afhankelijk van de toekenning van maaltijdcheques aan de werknemers van de onderneming. Deze toekenning moet vervat zijn in een collectieve arbeidsovereenkomst op sectoraal vlak of op ondernemingsvlak. Kan dergelijke overeenkomst niet worden gesloten bij gebrek aan een syndicale delegatie of wanneer het een personeelscategorie betreft waarvoor het niet de gewoonte is dat deze door zulke overeenkomst wordt beoogd, dan mag de toekenning geregeld worden door een individuele overeenkomst.

2. De toekenning van maaltijdcheques aan zelfstandige bedrijfsleiders moet geregeld zijn in een schriftelijke individuele overeenkomst en het bedrag van de maaltijdcheque mag niet hoger zijn dan dat toegekend bij collectieve arbeidsovereenkomst in dezelfde onderneming, die de hoogste nominale waarde van de maaltijdcheque bepaalt.

3. Het aantal toegekende maaltijdcheques moet gelijk zijn aan het aantal dagen waarop de zelfstandige bedrijfsleider effectief arbeidsprestaties levert. Het maximale aantal gepresteerde dagen dat voor de toekenning van de maaltijdcheques in rekening wordt genomen, mag niet hoger zijn dan het maximale aantal dagen dat door een voltijds tewerkgestelde werknemer tijdens het kwartaal in de onderneming kan worden gepresteerd.

Deze berekeningswijze moet worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst of, voor de ondernemingen die noch een ondernemingsraad, noch een comité voor preventie en bescherming op het werk, noch een syndicale delegatie hebben opgericht, in het arbeidsreglement.

De maaltijdcheques moeten iedere maand, in één of meer keren, worden overhandigd in functie van het aantal dagen van de maand waarop de zelfstandige bedrijfsleider vermoedelijk arbeidsprestaties zal leveren; uiterlijk de laatste dag van de eerste maand die volgt op het kwartaal wordt het aantal maaltijdcheques in overeenstemming gebracht met het aantal dagen waarop de zelfstandige bedrijfsleider tijdens het kwartaal effectief arbeidsprestaties leverde, zoals bepaald in het voorgaande lid.

De maaltijdcheques die het maximale aantal effectief gepresteerde dagen overschrijden, worden als een bezoldiging aangemerkt.

4. De maaltijdcheque moet op naam van de bedrijfsleider worden afgeleverd; deze voorwaarde wordt geacht te zijn vervuld als de toekenning ervan en de daarop betrekking hebbende gegevens (aantal maaltijdcheques, brutobedrag van de maaltijdcheques verminderd met het persoonlijk aandeel van de zelfstandige bedrijfsleider) voorkomen op een geschreven document dat met name de volledige identiteit van de zelfstandige bedrijfsleider alsook van de onderneming waarin hij zijn activiteiten uitoefent, vermeldt. Voormeld document moet bij de boekhoudkundige stukken worden bewaard en maakt er integrerend deel van uit.

Al de maaltijdcheques toegekend zonder dat deze voorwaarde is vervuld, worden als bezoldiging aangemerkt.

5. Le titre-repas mentionne clairement que sa validité est limitée à trois mois et qu'il ne peut être accepté qu'en paiement d'un repas ou pour l'achat d'aliments prêts à la consommation.

Tous les titres-repas sur lesquels ces renseignements n'apparaissent pas sont considérés comme rémunération.

6. L'intervention de l'entreprise dans le montant du titre-repas ne peut excéder 4,91 EUR par titre-repas.

Tous les titres-repas pour lesquels l'intervention de l'entreprise est supérieure à 4,91 EUR sont considérés comme rémunération.

7. L'intervention du dirigeant d'entreprise indépendant s'élève au minimum au montant de l'évaluation du deuxième repas, telle que fixée à l'article 36, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 et à l'article 18, § 3, 8, de l'AR/CIR 92.

Tous les titres-repas pour lesquels l'intervention du dirigeant d'entreprise indépendant ne s'élève pas au montant visé sub 7 ci-avant sont considérés comme rémunération.

Les titres-repas octroyés aux dirigeants d'entreprise indépendants ayant un accès à un restaurant d'entreprise, qui fournit des repas sociaux, peuvent être considérés comme des avantages sociaux exonérés, sur pied de l'article 38, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 11^o du Code précité, dans la mesure où les conditions reprises ci-après sont également respectées :

1. par repas, il faut entendre un ensemble comprenant un potage ou une entrée légère, un plat principal (chaud), un dessert et une boisson.

2. tout repas servi dans un restaurant d'entreprise doit être mis à disposition pour un prix au moins équivalent au prix coûtant, fixé forfaitairement à 4,91 EUR.

Les frais résultant de la fourniture au dirigeant d'entreprise indépendant de repas principaux à caractère social dans un mess ou un restaurant de la société pour laquelle il exerce ses activités sont fiscalement déductibles dans le chef de ladite entreprise, à l'exclusion du montant qui, par repas servi, est égal à la différence positive entre 1,09 EUR et le prix payé par le dirigeant d'entreprise indépendant, quel que soit le prix coûtant du repas, sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 53, 10^o, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Dans ce cas, le dirigeant d'entreprise indépendant peut indifféremment payer son repas au moyen d'un titre-repas ou par tout autre moyen de paiement et éventuellement obtenir le remboursement de la différence entre la valeur faciale du titre-repas et le prix de son repas.

Toutefois, lorsque le repas est fourni par le restaurant d'entreprise à un prix inférieur au prix coûtant, le dirigeant d'entreprise indépendant doit obligatoirement faire usage d'un titre-repas pour le paiement du repas et il ne peut, en aucun cas, obtenir le remboursement de la différence entre la valeur faciale du titre-repas et le prix de son repas.

En cas d'inobservation de cette obligation, l'intervention de l'entreprise dans le prix des titres-repas est considérée comme un avantage de toute nature imposable dans le chef du bénéficiaire.

Enfin, il faut rappeler que les titres-repas accordés en remplacement ou conversion de rémunérations, de primes, d'allocations quelconques, etc., constituent, dans tous les cas, un avantage de toute nature imposable dans le chef du bénéficiaire.

(La presse est invitée à reproduire cet avis.)

5. De maaltijdcheque vermeldt duidelijk dat zijn geldigheidsduur beperkt is tot drie maanden en dat hij slechts mag worden gebruikt ter betaling van een eetmaal of voor de aankoop van verbruiksklare voeding.

Al de maaltijdcheques waarop deze vermelding niet is aangebracht, worden als bezoldiging aangemerkt.

6. De tussenkomst van de onderneming in het bedrag van de maaltijdcheque mag ten hoogste 4,91 EUR per maaltijdcheque bedragen.

Al de maaltijdcheques waarvoor de tussenkomst van de onderneming meer dan 4,91 EUR bedraagt worden als bezoldiging aangemerkt.

7. De tussenkomst van de zelfstandige bedrijfsleider is ten minste gelijk aan het geraamd bedrag voor de tweede maaltijd, bedoeld in artikel 36, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en in artikel 18, §3, punt 8, van het KB/WIB 92.

Al de maaltijdcheques met een tussenkomst van de zelfstandige bedrijfsleider die minder bedraagt dan het in nr. 7 hiervoor bedoelde bedrag worden als bezoldiging aangemerkt.

Maaltijdcheques toegekend aan zelfstandige bedrijfsleiders die toegang hebben tot een bedrijfsrestaurant dat sociale maaltijden verstrekt, kunnen op grond van artikel 38, §1, 1^{ste} lid, 11^o, van voormeld wetboek als vrijgestelde sociale voordelen worden aangemerkt, voor zover aan de hiernavolgende voorwaarden is voldaan :

1. onder maaltijd moet worden verstaan : een soep of klein voorgerecht, een (warme) hoofdmaaltijd, een dessert en een drank;

2. iedere maaltijd die in een bedrijfsrestaurant wordt opgediend, moet worden verstrekt tegen een prijs die ten minste gelijk is aan de kostprijs, welke forfaitair wordt vastgesteld op 4,91 EUR.

De kosten die voortvloeien uit het verstrekken van sociale hoofdmaaltijden aan de zelfstandige bedrijfsleider in de mess of het restaurant van de onderneming, zijn bij deze laatste fiscaal aftrekbaar, met uitsluiting van het bedrag dat, per verstrekte maaltijd, gelijk is aan het positief verschil tussen 1,09 EUR en de door de zelfstandige bedrijfsleider betaalde prijs, en dit onverminderd de eventuele toepassing van artikel 53, 10^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

In dat geval, kan de zelfstandige bedrijfsleider zijn maaltijd ofwel betalen door middel van een maaltijdcheque ofwel met enig ander betaalmiddel en mag hem het verschil tussen de nominale waarde van de maaltijdcheque en de prijs van zijn maaltijd eventueel worden terugbetaald.

Wanneer de maaltijd evenwel in het bedrijfsrestaurant tegen een lagere prijs dan de kostprijs wordt verstrekt, moet de zelfstandige bedrijfsleider zijn maaltijd verplicht betalen met een maaltijdcheque, en mag hem het verschil tussen de normale waarde van de maaltijdcheque en de prijs van de maaltijd in geen geval worden terugbetaald.

Bij niet-naleving van deze verplichting, wordt de tussenkomst van de onderneming in de prijs van de maaltijdcheques, als een bij de verkrijger belastbaar voordeel van alle aard aangemerkt.

Tenslotte wordt eraan herinnerd dat maaltijdcheques die worden verleend ter vervanging of ter omzetting van bezoldigingen, premies, om het even welke toelagen, enz., in alle gevallen als een bij de verkrijger belastbaar voordeel van alle aard worden aangemerkt.

(De pers wordt uitgenodigd om dit bericht over te nemen.)